

Bruxelles doit trouver 105 millions

Le fédéral a surpris en bouclant rapidement un conclave budgétaire quasi indolore. Mais les Régions vont payer la note.

Le gouvernement fédéral a bouclé ses comptes dans la nuit de dimanche à lundi, dans la plus grande discrétion. Il est parvenu à réaliser un effort de 1,2 milliard d'euros sans imposer de taxe au citoyen ordinaire. Il y aura bien des recettes fiscales nouvelles pour 100 millions d'euros, mais elles proviendront d'une taxe sur les diamantaires (50 millions) et de l'anticipation d'un an d'une taxe sur les constructions juridiques dans les paradis fiscaux (la fameuse « taxe Caïman »), pour un montant de 50 millions. Il y aura également des réductions de dépenses publiques. Ainsi, les Mutuelles sont priées de revoir leurs frais de gestion à la baisse pour 20 millions d'euros. « *On ne touchera donc pas au patient* », a indiqué le Premier ministre, Charles Michel.

Mais une grande partie de « l'effort » vient d'une excellente surprise pour le fédéral. Le Conseil supérieur des finances a procédé à des réévaluations, et a revu à la baisse le montant que le fédéral doit verser aux Régions suite à la régionalisation d'une partie des recettes de l'impôt des personnes physiques. La baisse de facture est substantielle : 750 millions d'euros. C'est sans doute ce qui a permis au gouvernement de boucler son budget dans des délais aussi brefs, même si, par prudence, l'équipe Michel n'a dépensé que la moitié de ce montant.

Mais si c'est une bonne nouvelle pour le fédéral, c'en est une très mauvaise pour les Régions. La Wallonie attendait 247 millions en provenance du fédéral et voit donc son effort budgétaire – déjà de 70 millions – s'alourdir d'autant. Bruxelles va également devoir trouver 105 millions pour compenser ce manque à gagner. Mais c'est la Flandre qui va payer

Maquillage de comptes pour boucler le budget fédéral ? Toutes nos sources affirment le contraire. Il y a bel et bien eu une réévaluation à la baisse du montant. Il faut dire que cette prévision de 750 millions d'euros date de la formation du gouvernement Di Rupo et qu'elle n'avait pas, ou peu, été réévaluée depuis. Jan Jambon, le vice-Premier N-VA parle, lui, d'une erreur du SPF Finances, commise en octobre dernier. Mais si c'est une bonne nouvelle pour le fédéral, c'en est une très mauvaise pour les Régions. La Wallonie attendait 247 millions en provenance du fédéral et voit donc son effort budgétaire – déjà de 70 millions – s'alourdir d'autant. Bruxelles va également devoir trouver 105 millions pour compenser ce manque à gagner. Mais c'est la Flandre qui va payer

le plus lourd tribut : 396 millions d'euros.

Dans l'interview qu'il nous accorde, Didier Reynders, le vice-Premier MR relève que la N-VA a joué le jeu du fédéral, en acceptant un calcul qui prive, de facto, la Flandre de moyens importants. ■

AVANT RÉÉVALUATION

ILS DEVAIENT TROUVER 1,2 MILLIARD

A l'entame du contrôle budgétaire, le gouvernement devait trouver 1,2 milliard d'euros. Mais des éléments sont venus alléger la facture et d'autres, pour des montants heureusement plus faibles, sont venus l'alourdir. Résultat : il n'a plus fallu trouver que 294 millions pour équilibrer les comptes.

Ce qui a réduit la facture

- 131 millions

Le gouvernement a tenu compte d'une prévision de croissance plus haute, ce qui a allégé l'ardoise de 131 millions.

- 750 millions

Les Finances ont réévalué le montant que le fédéral doit aux Régions en raison de la régionalisation d'une partie de l'impôt des personnes physiques (lire ci-dessous). L'économie est substantielle : 750 millions.

- 314 millions

Le gouvernement a réduit la marge de sécurité qu'il s'était allouée lors de l'élaboration du budget 2015. Il a donc gagné 314 millions.

- 254 millions

L'équipe Michel a aussi procédé à d'autres réévaluations négatives, qu'il n'a pas détaillées, pour 254 millions.

Ce qui a alourdi la facture

+ 161 millions

La Banque nationale a fait savoir au gouvernement que ses prévisions de dividendes étaient revues à la baisse, ce qui a joué négativement pour un montant de 161 millions.

+ 375 millions

Par prudence, le gouvernement a décidé de ne pas dépenser la totalité des 750 millions qu'il ne doit pas payer aux Régions. Ce montant est donc considéré comme un alourdissement du montant à trouver, pour 375 millions d'euros.

APRÈS RÉÉVALUATION

ILS S'EN SORTENT AVEC 294 MILLIONS ET EN DEGAGENT 430 EN PLUS

Compte tenu des réévaluations effectuées (lire ci-contre), le gouvernement a réduit la facture à 294 millions. Mais il a fait mieux que ça : il est parvenu à dégager 430 millions supplémentaires pour des politiques nouvelles. Comment a-t-il trouvé ces fonds ?

Baisses de dépenses**- 299 millions**

La suédoise a procédé à de nouvelles baisses de dépenses dans les départements ministériels. La lutte contre la fraude sociale devrait rapporter 60 millions d'euros. Il y aura aussi des réductions de frais de fonctionnement et d'investissements pour un montant de 25 millions. A cela, il faut ajouter les politiques nouvelles en matière d'emploi des jeunes (lire ci-contre), qui, par des créations d'emplois vont permettre d'économiser 80 millions d'euros par an, estime le gouvernement. Le même phénomène devrait se produire pour le travail de nuit dans le commerce électronique, que le gouvernement va autoriser. Les créations d'emplois qui en découleront de-

vraient rapporter 10 millions par an. Les mutualités vont, de leur côté, passer à la caisse : le gouvernement leur impose de réduire leurs frais de fonctionnement de 20 millions d'euros. Cela ne représenterait que 1,8 % du total de ces frais. Il y aura 5 autres millions dans les soins de santé, mais sans effet sur le patient. Enfin, toujours au rang des réductions de dépenses, le gouvernement espère économiser 14 millions d'euros en créant des emplois dans l'Horeca.

Hausse des recettes**+ 430 millions**

Première chose importante : le gouvernement dit vrai quand il affirme qu'il ne taxe pas le citoyen. Mais il y a quand même des hausses de recettes fiscales. Ainsi, le gouvernement a décidé d'anticiper d'un an la fameuse taxe Caïman, qui pèse sur les constructions juridiques dans les paradis fiscaux. Cela rapportera 50 millions. Il impose aussi une taxe sur le chiffre d'affaires au secteur diamantaire : 50 millions. Un gros effort est fait aussi en lutte contre la fraude fiscale : 100 millions.

D'autres recettes sont plus techniques. L'une concerne le respect d'une décision de l'Union européenne en matière de versements de dividendes de certaines sociétés (10 millions). Le fonds de sécurité routière va rapporter 10 millions de plus, et la rente de monopole de la loterie nationale va aussi être dopée de 10 millions supplémentaires. Enfin, le gouvernement s'est permis de prévoir une mesure à effet unique, c'est-à-dire qui ne joue qu'une fois : il va permettre des versements anticipés sur les bonis de liquidation des sociétés. Il devrait en tirer 236 millions.

Politiques nouvelles**436 millions**

Le gouvernement a aussi dégagé des marges suffisantes pour financer des politiques nouvelles. Le secteur Horeca va bénéficier d'un coup de pouce sérieux : le gouvernement va créer des « flexi-jobs ». Un travailleur prestant déjà un 4/5^e temps pourra prêter un horaire à 1/5^e dans le secteur horeca, avec exemption fiscale sur ce revenu supplémentaire et cotisation

patronale limitée à 25 %. Et le nombre d'heures supplémentaires sans imposition au titre de « sursalaire » sera porté à 250 heures par an (au lieu de 180 h). Enfin, les heures sup' de l'ensemble du personnel seront largement défiscalisées. Le travail de nuit dans le commerce électronique va d'autre part être autorisé. Le gouvernement va aussi doper l'emploi des jeunes, par la voie de baisses de charges sur le salaire minimum. Il va aussi permettre aux particuliers de déduire leurs investissements dans les PME qui démarrent leurs activités (les starters). Une déduction du même type va être introduite pour le financement participatif de projets. Il y aura aussi un soutien à la justice puisque toutes les factures impayées de ce département vont être réglées. Cela représente 100 millions d'euros. Les bas salaires, la défense, la sécurité et la cybersécurité vont également bénéficier de soutiens. Le fédéral va aussi régler les montants dus pour sa participation aux opérations militaires en Afghanistan.

BERNARD DEMONTY (AVEC PLT)

L'ajustement budgétaire bouclé, la suédoise se relance

- ▶ La suédoise se produit en force lundi après les controverses et la relative déstabilisation la semaine dernière.
- ▶ Kris Peeters à propos de Charles Michel : « Aujourd'hui, il est clair qu'il est le Premier ministre »...

ANALYSE

Quel fossé ! Comme les discours s'entrechoquent ! Après « Tout autre chose » et « Hart boven hard » la veille, les syndicats mobilisaient lundi à Bruxelles contre ce qu'ils appellent eux aussi « *les mesures d'austérité et de régression sociale décidées par le gouvernement Michel* »... Lundi toujours, Charles Michel (très) entouré de ses principaux ministres suédois, se targuait, lui, d'avoir bouclé un ajustement budgétaire tout en équilibrant recettes-dépenses, fort d'engagements financiers en Justice et sécurité, voué à la création d'emplois...

Qui dit vrai ? Qui dit mieux ? C'est le premier trait, politique-

ment et socialement parlant, après plus de cinq mois du gouvernement inédit MR/N-VA/VLD/CD&V : l'hyperdistance entre les discours contestataire et celui de la majorité. Deux mondes.

Et ce n'est pas fini. Le front commun syndical assure qu'il ne baissera pas pavillon ? Le gouvernement réaffirme, lui, qu'il ira bien au bout de sa législature 2015-2019 vouée au socio-économique. Il y a de l'électricité dans l'air. Une caractéristique européenne en ce moment, il est vrai, théâtre de tensions politico-sociales vives et en tous sens.

Toujours est-il que, chez nous, la suédoise est de retour. On veut dire : après les nombreuses polémiques entre partenaires ces derniers temps, qui avaient trait à l'ajustement budgétaire et au futur tax shift (l'opération « allègement de la fiscalité sur le travail » aura lieu après Pâques, avant l'été : une épreuve de vérité, encore une), et, surtout, après le charivari la semaine dernière autour des déclarations de Bart De Wever et son racisme « *relatif* », le gouvernement fédéral était l'ombre de lui-même...

On s'interrogeait ici et là, un peu comme on l'avait fait à l'hiver lorsque grèves et grève générale avaient déferlé : vont-ils tenir-

longtemps comme ça ? Au passage, Charles Michel était montré du doigt pour avoir condamné le racisme au fond sans avoir « osé » moriger l'auteur des propos incriminés, Bart De Wever donc.

C'était vendredi. Tout a changé. Sachez-le : la suédoise est de retour, Charles Michel est bien en place. Soucieux d'éviter toute nouvelle polémique qui, dans le contexte, eût pu être fatale à sa majorité, le libéral-réformateur a convoqué, en toute discrétion, ses ministres, à Val Duchesse, pour un week-end full budget.

Avec les « félicitations » de Bart De Wever

« *Mission accomplie* », dira lundi Charles Michel, ouvrant la conférence de presse à l'issue du Conseil des ministres. Une démonstration de force et une chaîne de l'amitié, où chacun, intervenant à tour de rôle, a pris soin de louer l'action du chef du gouvernement. Kris Peeters, vice-Premier CD&V : « *Le Premier ministre a vraiment unifié l'équipe dans des circonstances très difficiles.* » Jan Jambon, vice-Premier N-VA, après lui : « *Je rejoins les propos de Kris à l'égard du Premier ministre* »...

Après la conférence de presse, le chrétien-démocrate, « *très posi-*

tif », se félicitant notamment des mesures « *en faveur de l'emploi des jeunes* », nous confiera : « *Aujourd'hui, il est clair que Charles Michel est le Premier ministre.* » Lisez : le « vrai » Premier ministre. Rapport aux soupçons répandus après la controverse autour de Bart De Wever, et la réaction jugée relative de la part du chef du gouvernement à la Chambre. Dans un « *tweet* » en fin de journée, le leader nationaliste ponctuait suédoisement : « *Félicitations à Charles Michel et à l'équipe fédérale qui réforment et maintiennent le budget sur les rails, sans nouvelles taxes pour le citoyen.* »

Message reçu. De la part des majorités PS-CDH(-FDF) aux affaires en Wallonie et à Bruxelles également. Qui héritent (lire ci-contre) d'un coup sec d'une part supplémentaire de l'assainissement, et qui, partant, se heurteront au fédéral. Et au MR en son sein, le partenaire francophone de l'équipe, reboosté par l'ajustement-express : il fallait voir Charles Michel, Didier Reynders, Willy Borsus et Hervé Jamar se réunir tous les quatre pour la photo bleue après la conférence de presse lundi rue de la Loi. Vous voyez, ça repart ! ■

DAVID COPPI

BINGO

750 millions

Les dieux budgétaires étaient avec le gouvernement fédéral, ces derniers jours. Vendredi, le Conseil supérieur des Finances a fait savoir au Premier ministre qu'après réévaluation, le montant que le fédéral devait verser aux Régions suite à la régionalisation d'une partie de l'impôt des personnes physiques était réduit de... 750 millions d'euros. Vu la volatilité des chiffres en la matière, le gouvernement n'a toutefois pas déduit la totalité de cette somme de ses dépenses. Il a conservé 375 millions qui serviront de tampon pour d'éventuelles dépenses futures. Embrouille du fédéral ? Toutes nos sources le démentent. En réalité, le montant de 750 millions avait été évalué avant la formation du gouvernement Di Rupo, en 2011, et n'avait pas (ou peu) été actualisé. Le Conseil supérieur des finances a procédé à cette réévaluation et a fait cette étonnante découverte. En soirée, le ministre N-VA Jan Jambon évoquait, lui, une erreur du SPF finances commise en octobre dernier.

B. DY

réactions Les entités fédérées, victimes collatérales

Les gouvernements régionaux semblent plongés dans un profond état de sidération depuis ce courriel du SPF Finances tombé à la veille du week-end. Il leur annonçait une diminution globale de leurs recettes de l'ordre de 750 millions. A la grosse louche : 400 millions pour la Flandre, 250 pour la Wallonie et 100 pour Bruxelles.

Cette mauvaise nouvelle s'explique par le nouveau calcul des additionnels sur l'impôt des personnes physiques (IPP) versés par le fédéral aux entités fédérées. Ce lundi, le montant a été confirmé par le gouvernement de Charles Michel. Pour les entités fédérées qui planchent elles aussi sur leur ajustement budgétaire, cette diminution substantielle des recettes est une tuile considérable : la Wallonie, par exemple, devrait trouver plus de 300 millions d'économies alors que l'effort ne devait porter que sur 70 millions jusqu'il y a quelques jours.

Lundi, les ministres-présidents et les ministres régionaux du Budget ont renvoyé à une réunion prévue ce mardi entre fédéral et fédérés. Seul à s'exprimer, le ministre-président Rudi Vervoort (PS), amer : « Nous appelons le Premier ministre et son ministre du Budget à montrer un peu plus de considération à l'égard des entités fédérées. Il est essentiel que l'information détenue par le fédéral soit partagée

et validée par l'ensemble des entités. »

« Juste incohérent ! »

Les Régions persistent à se demander pourquoi le ciel leur tombe ainsi sur la tête. En réaction au courriel du SPF Finances, Christophe Lacroix (PS), le ministre wallon du Budget, avait déjà fait part de « sa stupéfaction à propos des derniers chiffres avancés par le fédéral ».

Le Liégeois soulignait que « l'étonnement est d'autant plus grand que l'avis du comité de monitoring fédéral du 19 mars ne laissait apparaître aucune dégradation significative ». A l'Elysette ce lundi, on insistait sur ce point : « C'est juste incohérent ! Nous cherchons à comprendre ce qui se passe. »

Au pouvoir à Bruxelles et en Wallonie, le PS affirme « s'interroger sur le renvoi des efforts budgétaires vers les entités fédérées sans aucune concertation préalable et attendre des clarifications rapides du gouvernement fédéral ».

Sans compter que la méthode employée par l'administration fédérale pour alerter les entités fédérées reste en travers de la gorge de ces dernières : un simple courriel pour régler une addition de 750 millions d'euros, c'est peu banal !

Bref, l'ambiance risque d'être délétère ce mardi lors de la rencontre prévue pour

éclaircir cette nébuleuse. En Wallonie, on n'est pas loin de crier au scandale : le fédéral est montré du doigt, il rebattrait les cartes à son profit sans fournir aux Régions les éléments de compréhension.

A Bruxelles, les députés FDF Emmanuel De Bock et Michel Colson disent « soupçonner le fédéral de manipuler et retarder volontairement le remboursement des impôts collectés par le fédéral pour le compte des Régions ». Selon eux, « le fédéral serait ainsi en train d'améliorer son solde budgétaire au détriment des Régions ».

Au cabinet de la ministre flamande du Budget Annemie Turtelboom (VLD), on digère difficilement « cette adaptation du mode de calcul prévisionnel qui alourdit la note de 400 millions ». Au total, la Région flamande devrait trouver 1,1 milliard d'euros ? « Non, il y a des ajustements et recalculs, notamment fiscaux, qui doivent encore être opérés et qui rendent impossible une globalisation de l'économie à réaliser », assure-t-on.

Pour le gouvernement Michel, quoi qu'il en soit, pas question de voir là un « transfert de responsabilités » : la diminution des recettes régionales s'explique par une application quasi mécanique de la loi de financement. Il ne faudrait donc pas y voir malice. ■

ERIC DEFFET (avec F.V. et F.M.)

Didier Reynders « Les Régions doivent faire leur travail »

ENTRETIEN
Le vice-Premier libéral francophone, Didier Reynders commente pour nous l'ajustement budgétaire.

Le budget bouclé en un week-end à la surprise générale. C'est une première ?

Il ne faut pas oublier qu'il s'agit ici d'un ajustement budgétaire et non d'un budget proprement dit, ni d'un tax shift. Cela a accéléré les choses. Pour le reste, le Conseil supérieur des finances nous demandait de réaliser un effort de 0,725 % du Produit intérieur brut en 2015, et c'est à présent chose faite.

Quelques éléments qui vous paraissent importants ?

L'essentiel est qu'il n'y a pas de taxe qui pèse sur les particuliers. Et l'ajustement nous permet aussi d'investir dans la Sécurité, notamment dans nos ambassades à l'étranger, l'emploi des jeunes, la justice et l'Horeca. Nous avons dé-

jà porté la TVA à 12 %. Nous avons à présent des aides sérieuses pour le travail occasionnel et les heures supplémentaires dans ce secteur. Et nous créons un organe de concertation permanent avec l'Horeca. Nous respectons donc l'objectif du Conseil supérieur des Finances et dégageons des moyens.

Un montant très élevé provient d'une enveloppe fiscale de 750 millions qui ne sera pas versée aux régions...

Nous avons effectué des calculs et appliqué la loi de financement. Certains auraient pu avancer qu'avec un ministre des Finances N-VA, le fédéral aurait été défavorisé par rapport aux régions. On constate que c'est tout l'inverse qui se produit. La loi de financement est appliquée, nous avons effectué un ajustement correct et le fédéral sort renforcé. D'autre part, nous respectons nos engagements budgétaires. Il n'y aura pas de taxe nouvelle sur le citoyen, et nous investissons pour soutenir certains

secteurs. Nous attendons à présent que l'Entité deux (notamment les Régions, NDLR) fasse son travail.

C'est-à-dire ?

Nous espérons que les Régions vont, comme au fédéral, respecter leurs engagements budgétaires sans taxes nouvelles et si possible avec des mesures de soutien aux PME, à l'Horeca et au transport. Je prends l'exemple de la taxe kilométrique. Si elle est mise en place, il faudra que les Régions compensent avec des mesures de soutien aux transporteurs routiers. C'est ce que nous avons fait quand nous avons relevé les acises : nous avons créé le diesel professionnel pour que le secteur ne soit pas lésé. Mais dans l'immédiat, il faut que les régions fassent ce que le Conseil supérieur des Finances leur dit de faire.

Mais elles vont être privées de 750 millions...

J'ai déjà entendu les protestations de certains, mais je rappelle que

nous ne faisons qu'appliquer la loi de financement, qui a été négociée par huit partis sous la direction du formateur du précédent gouvernement (Elio Di Rupo, NDLR). On disait aussi que le fédéral serait affaibli avec la N-VA au gouvernement fédéral, et on voit aujourd'hui qu'en fait, tout le monde a fait le calcul et a appliqué mécaniquement la loi de financement. Au fédéral, nous avons rempli nos obligations sans rien demander à personne. On ne demande rien mais on souhaite que les Régions fassent le même travail : pas de taxe nouvelle et un soutien à l'économie. Ces derniers temps, on se focalise beaucoup sur le fédéral. Mais je rappelle que beaucoup de compétences sont passées aux Régions. On attend un peu trop du fédéral. ■

Propos recueillis
par
**BERNARD
DEMONTY**